

ifs du correspondant, persuadés que nous sommes qu'il viendra de qui de droit des réclamations contre cette sortie plus qu'intempestive. Jusques-là nous attendrons pour rétablir les faits, s'il en est besoin. — Mais on nous pardonnera de prendre occasion de là de dire notre opinion sur toutes ces adresses et félicitations qui viennent au bout de tout événement, de toute fête, de toute cérémonie, d'un banquet, de la chose la plus insignifiante quelquefois. L'adresse, par une habitude que nous appellerons manie, est devenue une partie obligée du programme d'une mission, d'une retraite, d'une cérémonie religieuse: nous allons dire d'un sermon. Qu'on fasse une adresse à un gouverneur qui fait son entrée solennelle dans une capitale: c'est l'étiquette, aussi insignifiante, si vous le voulez, qu'un lever où l'on passe en procession devant un homme qui fait deux ou trois cents saluts dans une heure sans rien dire et sans savoir à qui; mais c'est l'étiquette, une manière de politesse de cour, et jusqu'à ce qu'on trouve quelque chose de mieux à mettre à la place, qu'on s'y conforme. Mais qu'à l'occasion d'une cérémonie religieuse, d'un prêtre qui a prêché ou confessé, de moins que cela quelquefois, on convoque une assemblée, on élise un président et un secrétaire, on fasse une dizaine de résolutions, on vote un comité de rédaction de l'adresse, enfin des remerciemens au président pour la manière tout-à-fait digne et l'ineffable bonté avec lesquelles il a bien voulu occuper le fauteuil pendant cette importante discussion; puis que le lendemain un orateur, plus ou moins digne de ce nom, vienne jeter à la tête du pauvre prêtre des complimens et des remerciemens où l'exagération est toujours la partie la plus remarquable, cela nous paraît ridicule d'abord, inconvenant ensuite. Ridicule, parce que vous ne dites rien à cet homme qui ne puisse être dit tous les dimanches à tous les curés du monde, aux mêmes titres et aussi à propos; parce que vous mettez le pauvre patient dans la nécessité de faire comme vous de pitoyables lieux communs en répondant. Vous lui dites qu'il a fait des merveilles, qu'il est un homme extraordinaire, qu'il mérite de votre part une reconnaissance éternelle, etc. Et il est obligé de vous répondre invariablement qu'il est très sensible à l'honneur que vous lui faites (ce qui est vrai, mais dans un autre sens), qu'il est un prêtre comme un autre, et que vous ne lui devez rien que des prières dont il a besoin comme vous. C'est inconvenant: car supposez le complimenté doué de la moitié des vertus, des mérites et des talens que vous lui supposez, il sera forcé de rougir de ces louanges tirées à bout portant; il devra regarder comme une insulte, sinon dans l'intention au moins dans la forme, qu'on le complimente d'avoir fait son devoir pur et simple et cela devant des confrères qui, d'après ce qu'on lui dit, ne l'auraient pas si bien fait. Supposez en effet les choses aussi merveilleuses qu'on les dit, le prêtre à qui on les attribue n'a fait que ce que doit faire un prêtre; et un curé dans sa paroisse mérite mille fois plus d'éloges, pour sa sollicitude, ses soins et ses bienfaits modestes, persévérans, que lorsqu'on l'accable d'adresses et de félicitations dans la paroisse de son voisin. Tous les prêtres savent cela, souffrent de cela. Et voilà pourquoi nous avons toujours éprouvé une grande répugnance à publier ces sortes de choses; pourquoi nous ne l'avons fait qu'après des demandes formelles et quelquefois répétées, pourquoi nous ne le faisons plus depuis longtems.

La coïncidence de la Retraite Pastorale avec les derniers arrivages ne nous a pas permis de faire en son tems notre résumé des nouvelles d'Europe. Nos lecteurs nous pardonneront donc de venir un peu tard reprendre ce travail.

Et pour commencer par ce qu'il y a de plus saillant dans les nouvelles politiques, par l'Espagne, nous devons d'abord, non pas constater la défaite d'Espartero (la rapidité avec laquelle se précipitent les événemens en ce pays là peut autoriser à dire que c'est déjà depuis longtems un fait accompli) mais la situation critique actuelle de l'Espagne, malgré ses beaux triomphes. Nous ne dirons pas ce qu'ont dit quelques journaux, que la chute du régent n'avait pas de causes sérieuses. Nous pensons au contraire qu'il fallait à l'accomplissement d'une révolution telle que vient de nous la montrer le peuple espagnol, des causes très sérieuses; car il fallait vaincre une puissance formidable: le duc de la Victoire avait pour lui toute l'armée, le prestige de la régence, la présence de la jeune reine, la capitale et toutes les places fortes. D'un autre côté le royaume était divisé en autant de partis politiques qu'il y avait de provinces: ce n'était pas seulement des espartéristes, des chrétiens et des républicains qui étaient en présence; mais tous les ministères, tous les hommes d'état et tous les généraux disgraciés et déshus-

avaient leurs partisans. Il fallait concilier tous ces hommes, tous ces intérêts contradictoires pour n'en faire qu'un seul homme, qu'un seul intérêt; il fallait concentrer toutes les volontés et toutes les forces dans un seul et même but, le renversement d'Espartero et de son ministère. Voilà ce que vient de faire l'Espagne. Qui oserait dire qu'il n'y avait pas de causes sérieuses à cette gigantesque entreprise? Un peuple entier, car ici c'est toute la nation espagnole, ne dépense pas ainsi son énergie sans motifs bien démontrés et bien sentis. Il y eut donc une cause sérieuse à cette unanime réprobation, à ce soulèvement énergique et général, après tant de soulèvemens partiels antérieurement; cette cause, qu'on la reconnaisse bien, n'est autre part que dans la haine de l'étranger: Espartero gouvernait par et pour l'Angleterre, c'est ce qui l'a perdu. Jamais position n'avait été plus belle que celle de cet homme quand il fut proclamé régent à la suite de ses victoires, après avoir pacifié l'Espagne: il avait pour lui la grande majorité de sa nation, tous ceux que les guerres civiles avaient fatigués, tous les Espagnols, excepté ceux qu'il venait de vaincre et de réduire à l'impuissance; il avait des ambassadeurs à toutes les cours d'Europe; il résumait en sa personne le triomphe de la légalité et de l'ordre constitutionnel sur l'anarchie; son avènement était salué universellement comme l'aurore de la liberté et de la résurrection de l'Espagne. Il commit la faute immense d'écouter des suggestions perfides; après avoir fait la guerre aux partis, il la fit à l'Eglise; après avoir reçu de son pays des prérogatives et une puissance royales en récompense de ses loyaux services, il essaya de le vendre à l'étranger. De ce moment on put prédire sa ruine; car il eut à l'instant pour ennemis les catholiques dignes de ce nom, et, Dieu merci, ils sont nombreux encore en ce pays là, et tous les Espagnols sincères, amis de l'honneur et de l'indépendance de leur patrie, c'est-à-dire qu'il eut pour adversaire à peu près toute l'Espagne. La première insurrection de Barcelone ne fut que le signal de la guerre à mort qu'on devait lui déclarer plus tard. Et parcequ'il avait pu vaincre autrefois au profit de la liberté et de la constitution, il crut pouvoir vaincre de nouveau et impunément au profit de l'asservissement à l'étranger. Il s'est trompé; mais il a été conséquent à ses premières démarches et à ses premières fautes.

Nous nous sommes étendus sur ce point, parceque là nous semble exister la source de toutes les difficultés présentes. En effet tout n'est pas fini avec la chute du régent. Tous les partis se sont réunis pour le vaincre et le détrôner, mais ils se diviseront bientôt pour se partager ses dépouilles. On se souvient que nous avons exprimé ces craintes il y a plus de trois semaines; aujourd'hui l'événement les a réalisées: c'est le malheur des révolutions, même les plus légitimes. Or celle-ci n'a pas été faite au profit d'un parti; ce n'est pas un homme qu'il faut à l'Espagne, c'est un principe, il lui faut la royauté et sa personnification bien reconnue et bien acceptée. Dans un an la reine aura atteint sa majorité; mais d'ici là il faut constituer une régence et un ministère en dehors des ambitions rivales. On en prévoit aisément les difficultés. D'un autre côté les puissances étrangères, et la France en particulier, sont intéressées à ne laisser prédominer l'influence d'aucun cabinet à leur détriment respectif, dans la nouvelle organisation. Au milieu de toutes ces difficultés on ne saurait donc prévoir quelle issue sera donnée à la situation actuelle de l'Espagne. Nous nous réjouissons sincèrement de la chute d'Espartero: c'est un exemple de plus qu'un tyran n'est pas longtemps possible dans notre siècle; c'est un exemple surtout qu'un persécuteur de l'Eglise se brise tôt ou tard contre le rocher sur lequel elle est fondée. De plus puissans que lui l'avaient éprouvé et devaient l'en avertir. Tant mieux donc qu'il soit tombé l'ennemi de la catholique Espagne. Mais nos inquiétudes ne sont pas finies avec son règne; au contraire, nous craignons qu'au lieu d'un tyran facile à vaincre, il n'en surgisse de nombreux des ruines que celui-ci vient de faire. Mais Dieu qui protège les nations bien plus encore que les individus sauvera de nouveau ce pays: qu'il l'invoque comme nous l'avons invoqué pour lui, et la providence ne lui faillira pas.

O'Connell poursuit son agitation avec plus de succès que jamais. Aujourd'hui il ne se contente plus de dire qu'il compte sur le succès de sa cause, mais il déclare qu'il en est certain. Ce qui est vrai c'est que le ministère montre de la peur et de la faiblesse; c'est que Robert Peel est reconnu peu capable de terminer d'aucune façon cette importante question: la presse anglaise et étrangère sont unanimes sur ce point. Cependant de cette agitation